

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
1 rue de la Cité-Administrative  
Cité administrative, Bât. G  
BP 80002 - Cedex 9  
31074 Toulouse

Toulouse, le 14/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SANOFI-CHIMIE**

route d'Avignon  
30390 ARAMON

Références : DRI/DRA-200

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2022 dans l'établissement SANOFI-CHIMIE implanté route d'Avignon 30390 ARAMON. L'inspection a été annoncée le 08/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale sur la gestion de la sous traitance dans les installations Seveso.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SANOFI-CHIMIE
- route d'Avignon 30390 ARAMON
- Code AIOT dans GUN : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

Le site est une usine de fabrication de principes actifs, essentiellement destinés à un usage pharmaceutique selon 3 techniques décrites ci-après.

L'activité de synthèse organique est une activité de chimie fine. Les produits issus de l'établissement, fabriqués de manière discontinue, sont généralement utilisés dans l'industrie pharmaceutique.

Dans le cadre de l'extraction végétale et héli-synthèse, les substances naturelles contenues, en très petites quantités, dans la matière végétale sont extraites par des solvants. Elles deviennent des matières premières des héli-synthèses mises en oeuvre pour la production des principes actifs.

Les différents produits fabriqués en biochimie sont basés sur le principe de la fermentation, principalement et de la purification. Il s'agit d'utiliser des micro-organismes à des fins de production de molécules ou de métabolites.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale sous-traitance

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Organisation, formation (procédures d'urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (vérification)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet



Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des entreprises extérieures de sous traitance est très bien encadrée sur le site de Sanofi Aramon. L'exploitant a mis en place une organisation conséquente sous forme de visite ou d'audit afin de contrôler le respect des règles de sécurité et des bonnes pratiques. La formation des entreprises extérieures est également complète.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Organisation, formation (Liste des sous-traitants)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste de l'ensemble des entreprises extérieures intervenant sur son site. Via le logiciel SAP, l'exploitant est capable de sortir la liste des entreprises présentes sur le site et leur lieu d'intervention. L'exploitant réalise pour chaque entreprise extérieure un Plan de Prévention rappelant notamment les consignes à respecter. Il a indiqué qu'il est du devoir de l'entreprise extérieure de diffuser le Plan de Prévention à ses ouvriers qui interviennent sur site. L'exploitant vérifie la connaissance des entreprises via des audits de chantier qu'il réalise régulièrement tout au long de l'année.  Ces points seront détaillés dans les constats suivants.  Deux entreprises extérieures présentes le jour de l'inspection ont été interrogées, il s'agit de l'entreprise Ineo intervenant sur l'électricité et l'entreprise Pantipharma qui remplaçait une soupape sur un réacteur. Ces deux entreprises apparaissent bien dans la liste des entreprises extérieures présentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance  
(procédures sous-traitants)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une procédure intitulée "Management HSE des entreprises extérieures" qui indique le rôle de chaque intervenant dans la gestion de ces entreprises (rôle du directeur, du service HSE, du service technique, de l'exploitant (chez Sanofi, le responsable de l'atelier) et de l'entreprise extérieure). Cette procédure indique également le mode de sélection des entreprises extérieures : elles doivent être en général habilitées MASE (qui oblige l'entreprise extérieure d'avoir une culture du risque et des formations ad hoc), et les intervenants doivent être habilités GIES 1 et 2. La sous-traitance de niveau 2 est interdite, ainsi que l'emploi de plus de 30% d'intérimaires. Ces points sont vérifiés mensuellement lors des réunions avec le service technique pour les 3 entreprises qui travaillent à l'année sur le site d'Aramon.  Cette procédure indique également le processus de formation qui sera décrit ultérieurement.  Elle prévoit également le mode d'encadrement des interventions par l'élaboration d'un Plan de Prévention accompagné systématiquement d'une autorisation de travail, et d'un permis spécifique. L'élaboration de chaque document est encadrée par une procédure. C'est le donneur d'ordre technique (du service technique), l'exploitant (chef d'atelier) et l'entreprise extérieure qui élabore le Plan de Prévention. Ce plan est signé par les deux parties et est valable 1 an. Vient s'ajouter à ce plan par entreprise, un plan de prévention commun à toutes les entreprises intervenant lors des arrêts techniques d'été. Les autorisations de travail sont, quant à elles, délivrées pour 1 travail d'une entreprise extérieure après une analyse de risque. Ces autorisations de travail sont signées par l'exploitant et l'entreprise extérieure à chaque démarrage des travaux soit au début de pause qu'elle soit entre deux journées ou sur la pause déjeuner. En cas de travail spécifique (travail en hauteur, par point chaud...), le permis spécifique est réalisé par le service HSE qui fait une analyse de risque plus poussée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance  
(permis de feu)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> L'exploitant distingue 3 catégories d'intervention avec feu : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'intervention par feu léger</li><li>- l'intervention par feu lourd (qui provoque flamme, étincelle...)</li><li>- l'intervention avec risque d'incendie aggravé (réfection toiture, découpage matériaux inflammables ...)</li></ul> <p>L'intervention par feu léger entraîne une autorisation de travail en plus du Plan de prévention mais pas de permis spécifique. Le chantier ne subit donc aucun suivi particulier hormis une vérification de propreté et de remise en service de l'installation réalisée par le chef d'atelier.</p> <p>L'intervention par feu lourd, engendre nécessairement un permis spécifique délivré par le service HSE. Sur ce permis spécifique, il est indiqué que la surveillance se fait à t+30 min et à t+1h30 de la fin du chantier réalisée par le chef d'atelier ou le préventeur du service HSE.</p> <p>L'exploitant justifiera le non-respect des règles de l'art qui exigent une surveillance à t+2h dans le document INRS ED 6030.</p> <p>L'intervention avec risque aggravé nécessite une surveillance à la fin du chantier à t+30min, t+1h30, t+2h et t+4h.</p> <p>Toutes ces surveillances de chantier sont consignées sur des documents à part mais n'apparaissent pas sur le permis feu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance  
(Surveillance des sous-traitants)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats : Surveillance des travaux :</b> L'ouverture des chantiers se fait par le chef d'atelier. C'est également lui qui réalise le suivi de fin de chantier. Dans le cas des permis spécifiques, le préventeur du service HSE réalise la vérification du début et de fin de chantier.  La société Sanofi a également habilité 75 personnes en interne qui ont pour objectif de réaliser 1 visite de chantier par mois et vérifier le respect des consignes et des bonnes pratiques. Elle réalise également des audits des chantiers seule ou en présence d'une personne de l'entreprise extérieure voire le HSE de l'entreprise extérieure. Ces audits, plus fouillés que les visites mensuelles, servent à contrôler le respect des consignes du Plan de Prévention, de l'autorisation de travail et de vérifier la qualité du rendu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Organisation, formation  
(procédures d'urgence)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> La formation de toute personne entrant sur le site se fait par le service HSE. Cette formation sera développée dans un autre constat.  La formation revient sur les risques encourus sur le site et sur la notion de Seveso. Les opérateurs des entreprises extérieures interrogées sont conscients des risques et connaissent la conduite à tenir en cas d'alerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence**  
(exercices avec sous-traitants)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<b>Constats :</b> Les règles d'évacuation sont dispensées lors de l'accueil sécurité. Les entreprises extérieures participent aux exercices d'évacuation et aux exercices POI voire PPI. L'exploitant indique que les entreprises extérieures sont parfois partie prenante du scénario et y joue un rôle.  Les 2 personnes interrogées ont indiqué participer aux différents exercices organisés sur le site et connaissent parfaitement les consignes à respecter en cas d'alerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures**  
(plan de formation)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Chaque personne entrant sur le site doit visionner un film sécurité et passer un QCM pour obtenir un badge d'entrée. Ce test appelé SAFE peut se faire de façon dématérialisée et aborde les sujets comme le port des EPI, les règles de conduites en cas de sirène, les bonnes pratiques comme toujours être accompagné ou encore éteindre son téléphone portable.  Les entreprises extérieures qui interviennent sur le site ont également un accueil sécurité qui est organisé tous les lundis à 9h. Cet accueil est animé par l'animatrice HSE qui dépend du service HSE. Cet accueil comprend 2 modules : un sur les risques généraux et un sur les règles qui sauvent la vie (LSR). Chaque module est ponctué d'un QCM dont le résultat détermine l'obtention du badge. La formation validée doit être renouvelée tous les ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures**  
(contenu des formations)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Le contenu de la formation est en adéquation avec les risques encourus. La formation SAFE n'appelle pas de remarque particulière, ni le contenu de l'accueil sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures**  
(tenue des formations)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> La formation sur les risques encourus est donnée lors de l'accueil sécurité et est valable un an. Il n'y a pas de rappel formalisé mais les risques peuvent être le sujet d'une causerie (la certification MASE oblige les entreprises à réaliser des causeries chaque matin, c'est-à-dire un point sécurité). Les entreprises extérieures participent aux exercices d'évacuation et aux exercices POI voire PPI.  Les personnes des entreprises extérieures interrogées connaissaient les risques et la conduite à tenir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures  
(traçabilité)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un tableau de suivi avec les dates de validité. Si les entreprises extérieures oublient de repasser la formation, le badge d'accès au site est de toute façon désactivé. Le renouvellement de la formation est à la charge de l'entreprise extérieure.  Les 2 personnes d'entreprises extérieures interrogées figurent dans le tableau de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures  
(vérification)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Le cahier des charges des interventions mentionne que les entreprises doivent avoir la certification MASE qui assure qu'elles ont une culture du risque. De plus, l'exploitant demande à ce que les intervenants aient une qualification GIES 1 et GIES 2 pour les encadrants.  Les entreprises extérieures ne peuvent pas intervenir sur le site sans avoir validé le QCM qui fait suite à l'accueil sécurité.  De plus, l'exploitant a mis en place un certain nombre de surveillance : visite managériale de sécurité, audit croisé et point hebdomadaire qui permettent de vérifier le respect des règles de sécurité et des bonnes pratiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures**  
(à disposition de l'inspection)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Toutes les formations sont tracées, par personne intervenant, dans un tableau de suivi. Ce tableau a été consulté et n'appelle aucune remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance**  
(habilitations)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Lorsqu'une entreprise extérieure intervient sur des MMR, l'exploitant dispense une formation supplémentaire valable 3 ans. Cette formation rappelle ce qu'est un site Seveso, les scénarios d'accidents majeurs du site, le rôle d'une MMR et le contrôle de la chaîne complète de la détection à l'action.  Dans le tableau de suivi des formations, cette formation apparaît pour les 2 personnes interrogées lors de la visite terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance**  
(spécificités sur les MMR)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas de qualification supplémentaire pour les entreprises extérieures intervenant sur les MMR par rapport aux autres entreprises extérieures. A minima, la certification MASE ainsi que les habilitations GIES 1 et 2 sont exigées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet